Document généré le 18 juil. 2025 15:32

International Review of Community Development
Revue internationale d'action communautaire

L'alternative au tournant
The "Alternative" at the crossroads
La alternativa en la encrucijada

Éric Alsène

Numéro 10 (50), automne 1983

Mouvements alternatifs et crise de l'État

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1034656ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1034656ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Lien social et Politiques

ISSN

0707-9699 (imprimé)
2369-6400 (numérique)

Découvrir la revue

Citer cet article

Alsène, É. (1983). L'alternative au tournant. *International Review of Community Development / Revue internationale d'action communautaire*, (10), 49–62. https://doi.org/10.7202/1034656ar

Résumé de l'article

Pour appréhender pleinement les thèses qui s'affrontent sur le rôle et l'avenir de l'alternative, en particulier dans ses rapports avec l'État, il est nécessaire de saisir d'abord toute l'ampleur et la diversité de ce phénomène de création sociale collective en marge de nos sociétés industrielles occidentales. La mouvance alternative d'aujourd'hui puise en effet dans une histoire mouvementée un éventail extraordinaire de pratiques et de revendications, et se façonne autour d'un nombre impressionnant de dimensions qui signifient plus d'un dépassement dans le fonctionnement quotidien des groupes conviviaux. Finalement, on doit convenir que l'alternative n'est vraiment ni une courroie d'intégration sociale, ni une source d'innovation sociale, ni un phénomène d'invention sociale, ni un mouvement de transition sociétale. Si la sensibilité conviviale poursuivait sa réactivation grâce aux jeunes et aux pacifistes, et si, à la suite d'André Gorz, elle s'orientait vers une implication alternative volontaire, alors peut-être saurait-on davantage où l'on s'en va avec l'alternative.

Tous droits réservés © Lien social et Politiques, 1983

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

L'alternative au tournant

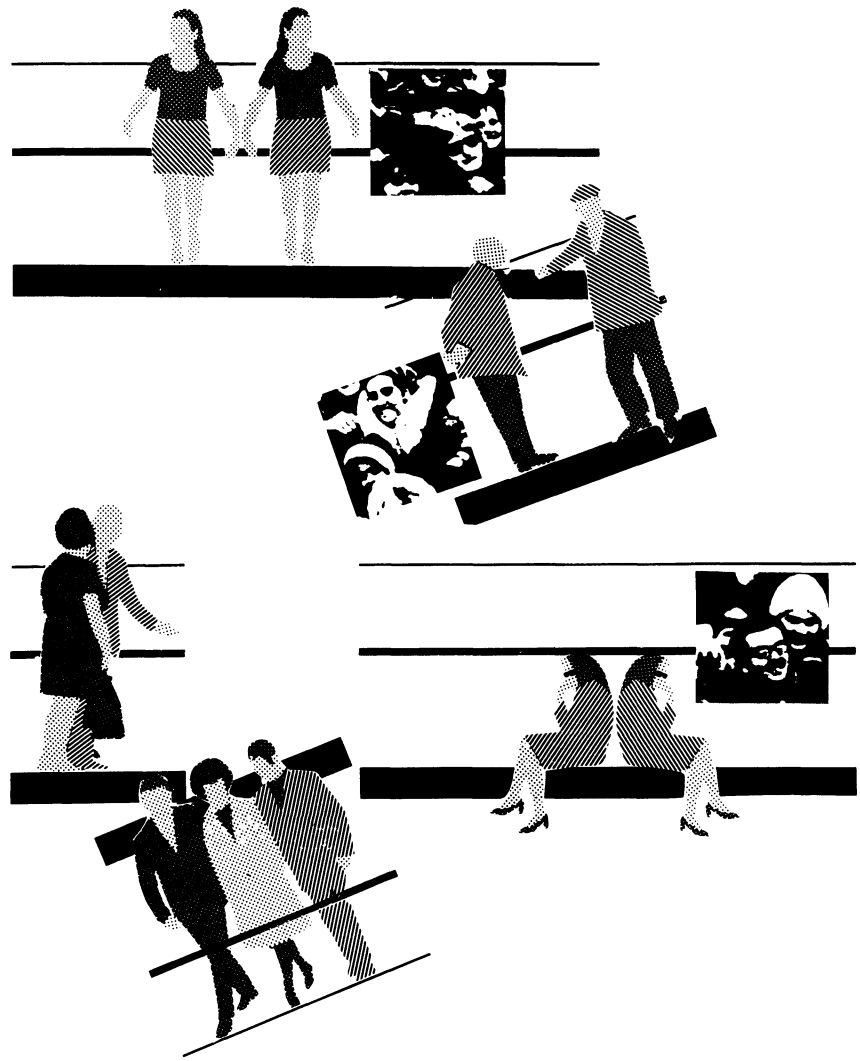
E. Alsène

« L'alternative », « le mouvement alternatif », « les alternatifs » sont devenus des termes commodes en ce début des années quatre-vingts pour désigner les individus, les pratiques, les groupes, les revendications, la mouvance, la nébuleuse en marge créatrice de nos sociétés industrielles occidentales. Cependant, le consensus ne semble guère aller au-delà de l'emploi immédiate de ces mots. Plus particulièrement, d'aucuns se demandent si le phénomène social en question renvoie à une *correction* du système capitaliste sous le bienveillant contrôle de l'État — lui-même s'ajustant un peu en retour — ou bien s'il est porteur d'une dynamique capable de *substituer* à l'actuelle société un autre type sociétal — dynamique au cours de laquelle l'État serait conduit à se transformer vers une sphère du droit et de la nécessité en fonction des rapports de force induits par la société civile instituante.

Avant d'aborder davantage cette épineuse interrogation, une tâche apparaît indispensable : essayer de dépasser le fait que ce que ces « nouveaux » termes recouvrent concrètement et théoriquement dépend des particularités nationales, des diverses facettes de la crise économique, de l'évolution historique récente du système capitaliste, sans oublier évidemment les positions idéologiques de leurs utilisateurs.

50 Le puzzle alternatif

En Allemagne Fédérale par exemple, dont incontestablement le « mouvement alternatif » est le plus célèbre d'Occident, la terminologie est apparue vers 1975, et le mouvement en tant que tel a connu ses plus belles heures de gloire en 1978-79, notamment avec le rassemblement de Tunix à Berlin-Ouest [1]. Pour Joseph Huber [2], une des figures-clés du mouvement, il s'agissait d'un « arc-en-ciel », tellement ses composantes étaient diversifiées, depuis le « vert des écologistes au noir des anarchistes en passant par le violet des féministes, le rouge vif des socialistes et le rouge brun des mystiques ». Aujourd'hui, il n'y a plus qu'une « scène alternative », sur laquelle les véritables alternatifs — celles et ceux qui expérimentent dans le cadre de projets en petits groupes un certain type de vie et de travail autonomes — se retrouvent à cohabiter avec une nouvelle génération, plus jeune et exclue du système, révoltée et pratiquant facilement la confrontation, squattant les immeubles mais sans y faire de rénovations, et à côtoyer la vague des nouveaux entrepreneurs, ces professionnels qui décrochent des grandes entreprises pour créer leurs propres compagnies dans l'espace des qualifications et des technologies nouvelles.



En ce qui concerne le Québec, il faut se rappeler que c'est sans

doute Paul Chamberland qui, dans un texte présenté lors de la « Rencontre internationale de la contre-culture » tenue à Montréal en avril 1975, a lancé l'idée de « l'Alternative », alors que pourtant s'éteignaient les expériences de vie en groupe sur le mode communal [3]. Ensuite, on s'est plutôt servi du vocable pour exprimer la nécessité de sortir de l'impasse dans laquelle la ligne marxiste-léniniste avait placé nombre de groupes populaires [4]. Et depuis quelques mois, ce terme inonde discours et analyses, remontant le temps pour qualifier des pratiques et des revendications apparues au milieu de la précédente décennie. Dans un récent ouvrage collectif, Pierre Vallières cite les « alternatives féministes », les « alternatives écologistes », tandis que pour Luc Racine, « l'alternative » renvoie au courant optimiste issu de l'éclatement de la contre-culture, qui cherche à construire une autre société, se distinguant en cela de la tendance pessimiste qui préconise le retrait de la société afin de passer au travers de la catastrophe écologique et sociale imminente [5]. Toutefois, aujourd'hui encore, il n'existe pas vraiment une identification marquée pour « l'alternative », qui puisse rassembler sous un tel étendard une large part des multiples groupes progressistes québécois.

Racines

On peut malgré tout relever un certain nombre de racines communes à cette sphère conviviale dite « alternative » qui se déploie un peu partout dans nos sociétés, et où s'effectuent une recherche de maîtrise du vécu quotidien, l'élaboration d'une nouvelle conception de la vie et des rapports entre les gens, bref où une multitude de petits groupes plus ou moins formels font oeuvre de création sociale vis-à-vis de notre système passablement bloqué.

Le phénomène de *contestation* apparu au cours des années soixante en est sans aucun doute le point de départ. En réaction à la société de consommation accumulant ses ravages, à la monotonie culturelle, au vide politique qui se creuse entre la société civile et l'État, de nombreuses associations se forment alors pour revendiquer des droits, pallier les dysfonctionnements du système, créer des espaces de sociabilité. Peu à peu la contestation s'affiche, enfin elle se radicalise, l'opposition à la guerre impérialiste des États-Unis au Vietnam en devenant le grand vecteur. Tandis qu'une frange des contestataires s'engage dans des voies politiques toujours plus extrêmes, qui commencent par l'opposition extra-parlementaire, les manifestations de rue dans la plupart des grandes villes du monde occidental pour finir par la subversion d'avant-gardes souvent armées et clandestines, une partie importante du mouvement de refus de la société capitaliste avancée s'investit dans des expériences de contre-culture, de vie en commune, de changement personnel à l'aide de psychotropes. On assiste surtout à l'*éclatement* des lieux de contestation, en particulier au travers de l'intervention de plus en plus radicale des « minorités » (femmes, ethnies, etc.), qui débordent les canaux politiques traditionnels. Mais globalement, il s'agit du même grand élan utopique, teinté de références marxistes, pour changer le cours du capitalisme et des divers privilèges. Il n'y a qu'à bouleverser les habitudes, vivre de nouvelles expériences, revendiquer l'égalité tous azimuts, pour que le changement arrive. Et si les événements ne vont pas dans le bon sens, il suffit d'en vouloir encore plus, de se radicaliser davantage. Nonobstant l'éventail des luttes, c'est une *même vision* très « grand soir » qui anime les contestataires.

Le Québec n'échappe pas à la « génération des contestations radicales », dont Serge Proulx voit l'ère durer de 1960 à 1973 [6]. À l'ombre de la flambée nationaliste qui culmine avec les actions du Front de Libération du Québec (F.L.Q.), le mouvement contre-culturel démarre au contact du bouillonnement américain lors de l'Exposition universelle de Montréal en 1967 ; les « comités de citoyens » engendrés à Montréal notamment par l'animation sociale dès le début des années soixante se transforment en « groupes populaires » à partir de 1968, marquant ainsi une conscience accrue des problèmes sociaux et la volonté de leur trouver certaines solutions à l'échelle du quartier [7]. En 1969, des féministes anglophones mettent sur pied le premier mouvement de libération des femmes, puis, en 1970, est fondé le Front de libération des femmes du Québec (F.L.F.) : le tournant du féminisme radical est pris ; les femmes ont ressenti le besoin de se regrouper, en dehors des mouvements politiques définis surtout par les hommes et en marge des regroupements féminins créés seulement quelques années plus tôt [8]. Parallèlement, de nouvelles formes politiques apparaissent, comme le Front d'action politique des salariés de Montréal (F.R.A.P.) sur la scène municipale en 1969, qui déboucheront sur la formation de divers groupuscules maoïstes et trotskystes.

L'autre grande clé de la genèse de la mouvance actuelle renvoie à la période des années soixante-dix, au cours de laquelle les grandes illusions de la précédente décennie s'écroulent ou se relativisent, sous les coups d'un sursaut à la

fois répressif et intégrateur des appareils d'État, de la montée de la crise économique, du tort causé par les égarements des avant-gardes éclairées et des terroristes plus ou moins rentiers [9], des révélations sur les divers goulags du socialisme réellement existant, mais aussi du fait des contradictions internes au sein des mouvements et des groupes. Trop de contestataires se sont contentés de discourir au lieu d'agir, ou d'agir sans cohérence avec leur discours ; trop se sont impliqués par mode plutôt que par conviction ; trop ont pratiqué un drop-in équivalent à l'obtention d'une bonne situation professionnelle après un défoulement de jeunesse. Il s'ensuit un fort courant de *repli*, c'est-à-dire une conscience que le changement prendra du temps et se construira graduellement, un sentiment que ses dimensions sont à mettre en pratique véritablement pour mieux sensibiliser l'entourage, une préoccupation pour ne pas sacrifier tous les aspects de la vie personnelle au militantisme. L'expérimentation sociale acquiert donc ses lettres de noblesse, l'éclatement des pratiques et des revendications s'accentue à l'intérieur des divers mouvements, jusqu'à l'*émiettement*. Tandis que le féminisme, l'écologisme, le mouvement autogestionnaire, etc., se dispersent, de nombreuses expériences collectives, urbaines ou rurales, à propos de la consommation, du logement, de la culture, etc., sont tentées dans toutes les failles du système. Dans le même temps commence à naître l'idée qu'en supplément de vivre en accord avec ses idéaux, on peut également vivre de ses idéaux. Cette perspective conduit à partir du milieu des années soixante-dix à l'éclosion de la « nouvelle entreprise » : les intellectuels passent derrière les comptoirs [10], les gens deviennent salariés d'organismes sans but lucratif et exploitent les créneaux économiques nés de la contestation des années précédentes, de la crise et de la révolution technologique [11].

Cette période de la « génération des incertitudes » — pour reprendre cette autre expression de Proulx [12] — s'ouvre au Québec sous le signe d'une offensive généralisée de l'État envers la turbulence sociale de l'époque : au travers de la crise d'octobre 1970, l'appareil montrant sa facette répressive par l'occupation armée de la province ; grâce à des manoeuvres d'intégration comme les programmes fédéraux d'emploi (P.J., P.I.L.), qui invitent les contestataires à mener à bien leurs projets en se donnant des salaires ; et à l'aide de mesures de déconcentration des institutions provinciales, qui viennent récupérer les projets les plus pertinents (création des C.L.S.C., des bureaux d'aide juridique, etc [13].). Le meurtre du ministre Laporte lors de son enlèvement par le F.L.Q. en octobre 1970 donne aussi un certain coup d'arrêt à la radicalisation. Une autre intervention s'avère très drastique, à savoir celle des différents groupes marxistes-léninistes qui se chargent principalement entre 1973 et 1975 d'orienter sur la « ligne juste » les groupes populaires, ce qui entraîne le sabordage de bon nombre d'entre eux [14]. De son côté, la contre-culture éclate dès le début des années soixante-dix, plutôt sous le poids de ses propres contradictions, malgré la visibilité apportée par la revue *Mainmise* [15]. S'engage désormais l'émiettement du champ d'expérimentation et de lutte, alors que les subventions gouvernementales, qui ont déjà initié un nouveau mode d'engagement et de militantisme en la « profession » de permanent-e de groupe populaire [16], permettent d'instituer celle de travailleur-se d'organisation sans but lucratif (garderie, groupe de ressources techniques, troupe théâtrale, etc.). Les groupes populaires se remettent de leurs divers chocs traumatiques aux environs de 1977, en se confinant dans des services concrets à la population. Les restaurants végétariens, les librairies parallèles, etc., re-commencent à fleurir ; le *Temps Fou*, magazine typique de ce ressaisissement vers les « révolutions minuscules », voit le jour en 1978. À partir de 1975 surtout, décrétée « Année internationale de la femme » et au cours de laquelle toutes sortes de féministes se côtoient, une kyrielle de groupes féministes plus ou moins autonomes se fonde, manifestant le pluralisme organisationnel et idéologique du mouvement [17]. Les écologistes suivent à peu près le même itinéraire — mais avec un certain décalage dans le temps [18] — ainsi que de nombreux autres mouvements et groupes (santé, médias, homosexualité, etc.).

Un nouvel engrenage vient finalement se greffer, avec l'arrivée des années quatre-vingts, à la dynamique qui débouche sur l'animation actuelle de la société civile. Il s'agit surtout de l'implication des jeunes, qui oscillent entre des démarches d'expérimentation et la révolte, la violence-désespoir ; mais également du pacifisme, ce mouvement social ressuscité, véritable phénix des démonstrations contre la guerre au Vietnam, mouvement plus large que ceux de la décennie précédente et qui parvient à décloisonner les autonomies. Ces phénomènes semblent indiquer un saut qualitatif : le ras-le-bol vis-à-vis des aberrations technocratiques et politiciennes, l'im-

patience envers le désert des idées grondent ; des gens entendent *secouer les habitudes* de cette société — quiétude des groupes conviviaux incluse.

Sans doute comme la crise touche réellement le Québec seulement à compter du second choc pétrolier en 1979, la province ne connaît pas avec le passage aux années quatre-vingts les bouffées de violence de la part des jeunes qui se produisent dans la plupart des pays frappés depuis longtemps par le chômage. En tout cas, les jeunes non passifs ont plutôt tendance face à la crise à se regrouper pour se donner des solutions à leurs problèmes, et surtout à s'exprimer sur les blocages de la société, par exemple lors d'événements comme le Sommet québécois de la jeunesse [19]. La très forte participation québécoise à la manifestation internationale pour la paix du 12 juin 1982 à New York marque par ailleurs un changement de sensibilité dans la province. Parallèlement, les organisations populaires commencent à s'interroger sur leurs problèmes de bureaucratisation, de relève [20], ce qui n'est pas non plus sans rapport avec le désengagement du gouvernement québécois en matière sociale et dans ses subventions aux corporations sans but lucratif.

Secteurs

La nébuleuse alternative actuelle puise en grande partie dans cette histoire mouvementée sa formidable diversité. On peut dire que, par rapport à ce qu'ils permettent comme genre d'activité et d'occupation pour les personnes qui s'y impliquent le plus activement, les groupes conviviaux d'aujourd'hui s'échelonnent dans tous les secteurs de la quotidienneté.

Dans le secteur du *travail* — qui dépasse de beaucoup celui du travail directement productif —, il s'agit pour les petits collectifs de fournir des services, produire des biens, procurer du plaisir, etc., d'une manière autonome et conviviale, c'est-à-dire en maîtrisant le plus possible la nature et les objets du procès de travail, en utilisant des outils non contre-productifs. Les groupes s'ouvrent à l'extérieur par l'intermédiaire du marché, qui les fait prospérer. Plus fondamentalement, non seulement les animateurs de ces groupes cherchent à vivre et mettre en pratique leurs idéaux, mais aussi ils tentent de vivre de ceux-ci. De tels collectifs conviviaux représentent un mode de travail particulièrement attractif. Ce qui fait que se développe un nouveau type d'organisation du travail, de salariat, d'entreprise [21] : l'entrepreneurship collectif. La « nouvelle entreprise » entendue dans ce sens a une définition plus large que celle introduite par Huber ; elle ne se réduit pas au drop-out des jeunes professionnels, elle les englobe à partir du moment où ceux-ci expérimentent de nouvelles formes sociales de travail. Elle se distingue aussi du renouveau de la P.M.E. cher aux nouveaux économistes (genre Silicon Valley), dans la mesure où l'on s'y accommode mal de la notion de profits ; l'on se contente d'être salarié d'entreprises juridiquement ou statutairement sans but lucratif (au Québec, corporations en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies ou coopératives sans capitalisation sur les parts sociales). Elle se différencie enfin par sa petite taille des organismes non lucratifs classiques (syndicats, mutuelles, organismes de charité, certaines coopératives), quoique proportionnellement elle soit nettement plus génératrice d'emplois. Concrètement, entrent dans cette catégorie : les petites coopératives de production, les banques parallèles, les librairies autogérées, les radios communautaires, les troupes de théâtre parallèles, les boutiques de professionnels, la presse alternative, les refuges d'assistance aux femmes, les restaurants autogérés, les garderies populaires, les groupes de ressources techniques, les centres d'aide au Tiers-Monde, les centres de ressources alternatives, etc. Ce genre de tableau semble ne pas mettre l'exergue sur les expériences d'autogestion dans les secteurs mous du tissu économique productif. En fait, il ne les nie pas, mais on peut considérer qu'il s'agit de cas-limites, en ce sens que ces expériences correspondent la plupart du temps à une reprise en main locale dictée par la survie de l'entreprise, de la branche industrielle, ou de la région. L'aspiration dominante n'en est pas encore une de construction sociale [22], même si celle-ci est parfois induite dans l'expérience [23].

Dans le secteur de la *reproduction élargie*, les membres des groupes conviviaux cherchent à se rendre collectivement ou mutuellement des services pour satisfaire certains de leurs besoins. S'il n'est plus alors question de marché, c'est-à-dire de transactions marchandes avec l'extérieur qui sont le moteur des projets, les échanges existent toujours, mais entre les membres, et plutôt sous forme de troc, de temps fourni, etc. C'est le domaine de l'auto-assistance, qui comprend selon Hans Maier l'auto-approvisionnement, l'échange réciproque, l'entraide [24]. On comprend que le groupe est plus ou moins formel et clairement délimité, que chaque personne y participe à l'intérieur d'une manière plus ou moins définie. La finalité consiste à se donner en groupe un niveau de bien-être et de consommation supérieur à ce qui peut être obtenu individuellement grâce au pécule provenant

du travail salarié — ou noir —, ou encore à regrouper et utiliser des énergies pour parvenir à ce niveau, du fait que les biens et les services visés sont inexistants sur le territoire du groupe ; mais le tout avec la conviction profonde qu'il faut expérimenter de nouvelles façons de consommer — au sens large — sur une base communautaire. On retrouve ici certains « projets » du mouvement alternatif allemand : « décrocher, faire les choses soi-même, se couper des grands réseaux d'approvisionnement en produisant son électricité avec une éolienne, son gaz avec la biomasse, ses produits dans son propre champ, devenir autosuffisant en travaillant de façon autonome, s'entraider à l'intérieur du « petit réseau » des groupes ayant des objectifs analogues, découvrir une autre forme de vie communautaire [25] ». Ce sont — à condition que s'y maintienne le non-salariat et, un peu comme précédemment, qu'y surnage la volonté de changement — les communautés agricoles, les comptoirs alimentaires, les groupes d'auto-construction, les ateliers coopératifs, les jardins communautaires, les services entre voisins, les écoles alternatives, les coopératives d'habitation, etc. Répétons-le, les groupes qui correspondent plus à un projet de création sociale qu'à une réaction palliative de défense ou de détresse paraissent plus légitimes à considérer ici. D'autres cas-limites existent par ailleurs, qui réfèrent par exemple aux groupes de jeunes squatters de Berlin-Ouest, qui se contentent de se donner un toit où couve leur révolte dans l'attente d'un sort meilleur, tout en réinventant certaines formes de sociabilité.

Dans le secteur de l'*engagement social*, les groupes apportent un discours radical mais une analyse en termes sectoriels, et des revendications particulières quoique concernant souvent tous les niveaux de la vie quotidienne et des institutions. C'est pourquoi, parfois, certains mouvements s'affichent comme porteurs d'un nouveau projet de société — que l'on pense par exemple au féminisme, à l'écologie, à l'autogestion, aux nationalitaires. Fondamentalement, on a affaire à une multitude d'idéologies et de stratégies, à une foule de groupes et d'individus qui le plus souvent se regroupent ponctuellement en coalition à partir d'un problème conjoncturel, et sont parfois eux-mêmes issus de regroupements politiques de collectifs de base. Lorsqu'une partie affinitaire de cet ensemble converge au cours d'une période historique sensible, et présente une certaine cohérence, alors le mouvement social se met en branle, interpelle le système et secoue les institutions ; entre-temps, la mouvance vient jalonner l'imaginaire social. Le militantisme par ailleurs apparaît transformé, touché par la convivialité. Il est de moins en moins de mise de sacrifier sur l'autel de l'engagment social et politique les autres aspects de la quotidienneté, et les questionnements introduits par les divers groupes conviviaux s'implantent — certes tranquillement — dans le fonctionnement interne du collectif militant (hiérarchie, rôles sexuels, diffusion de l'information, etc.). Mais d'autre part, lorsqu'il se charge d'arracher des droits, le militantisme, même nouveau genre, se retrouve toujours avec la question de la continuité de l'action. Comme au Québec par exemple on résout le problème grâce à la permanence salariée, avec des fonds provenant généralement de... subventions gouvernementales, on a quelquefois l'impression de rencontrer de « nouveaux fonctionnaires », plutôt que des personnes engagées. Ainsi que le souligne Marc Raboy, « à la place du militantisme ancien style de l'époque de l'action catholique, où militer voulait dire « s'occuper des autres », on a aujourd'hui la possibilité de gagner sa vie en faisant un travail que l'on aime et qu'on peut considérer d'une portée sociale significative [26] ». À ce hiatus près, l'éventail des groupes sur le terrain est encore extrêmement vaste : groupes écologistes, associations de locataires, groupes de jeunes, associations de défense des droits et libertés, groupes féministes, associations de consommateurs, comités de citoyens, regroupements sur la question urbaine, groupes homosexuels, groupes pacifistes, etc. Les frontières posent aussi des problèmes, lorsqu'il s'agit de groupes à caractère proprement politique, tels les anarchistes, les socialistes libertaires, etc.

Dans le secteur des « *états d'âme* », un certain nombre de groupes se forment pour expérimenter de nouvelles relations interpersonnelles, affectives, sensuelles, pour explorer les possibilités de la conscience, pour s'alimenter de mysticisme et de sacré. Ces groupes sont passablement informels, et rassemblent les « conspirateurs du Verseau [27] » comme les adeptes de la nouvelle arche de Noé à construire en prévision de l'Apocalypse toute proche. L'essentiel est ici de transformer les conditonnements sociaux qui affectent la psyché, en particulier les tendances possessives, répressives, autoritaires, et de développer les facultés non rationnelles (imagination, pensée symbolique, capacités psi [28]). Parmi les groupes créant dans ce domaine, on retrouve certains nou-

veaux villages communaux, les collectifs de la « Conspiration du Verseau » ou reliés au « mouvement du potentiel humain ». Le terrain est cependant très glissant, dans la mesure où beaucoup de groupes sont initiés moins par une volonté commune autonome que par une manipulation de professionnels ou bien de gourous, pouvant déboucher sur quantité de centres de transformation de la personne, sectes religieuses et autres.

Dimensions

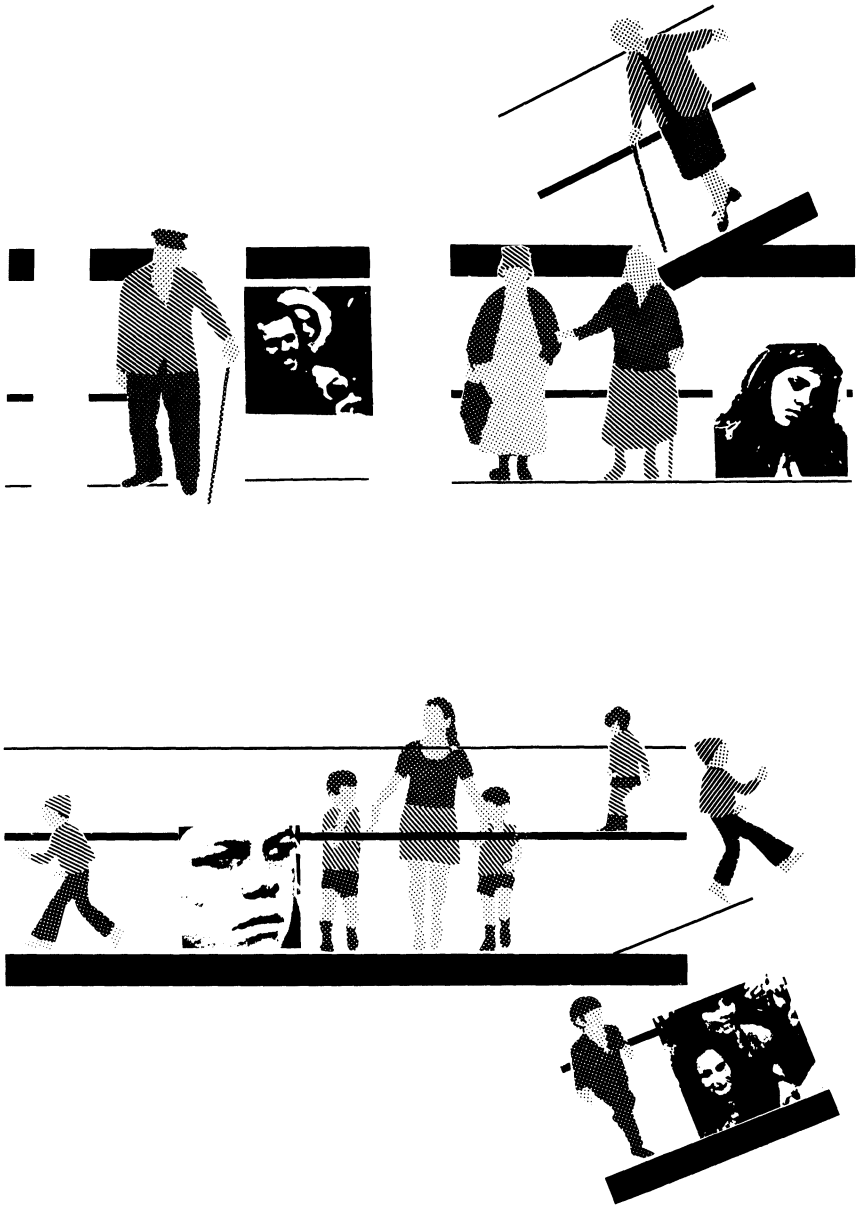
Finalement, on peut s'apercevoir que la réappropriation collective de la quotidienneté, la création sociale se façonnent autour d'un certain nombre de dimensions, qui constituent une sorte d'en-soi, d'essence au phénomène social des groupes alternatifs.

Les « chicanes » au sein de la sphère conviviale autour d'un hypothétique noeud du changement social sont, en retour de boomerang, particulièrement révélatrices de la *diversité* de ces dimensions. Il suffit de penser par exemple aux analyses et revendications de féministes qui affirment que la lutte principale à mener concerne la domination des femmes par les hommes, que le féminisme est un mouvement à part des autres, et que dans les groupes de femmes militantes, là vraiment, on parvient à tout réaliser et transformer — « C'est dans nos groupes de femmes que nous avons, finalement, expérimenté le décloisonnement des travaux, la rotation des tâches, l'absence de hiérarchie, l'autogestion. Les premiers collectifs où nous avons authentiquement vécu et appliqué notre philosophie égalitaire ont été les collectifs féministes [29] » —, ce qui incite à conclure que les autres groupes sont éventuellement sympathiques, mais que, tout compte fait, ils ne vont pas très loin. Quoiqu'il y ait là un impérialisme peu attirant qui manque sérieusement de recul [30] et qui semble de plus contenir le même jusqu'auboutisme où se sont déjà égaré(es) tant de militant(es) [31], il n'en reste pas moins que l'interpellation fondamentale demeure : une alternative sociale se doit de comprendre une transformation radicale des rapports entre femmes et hommes, dans le sens d'une égalité dans la différence respectée et/ou dans l'androgynat social.

Le même genre de constat peut être formulé à l'égard des autres mouvements, qu'il s'agisse des autogestionnaires qui apportent finalement l'idée que les gens doivent pouvoir s'impliquer dans des organismes démocratiques afin de décider collectivement des affaires qui les touchent directement, des écologistes qui prônent l'harmonie de la société humaine avec l'environnement naturel, des militants politiques pour qui l'enjeu principal est le dépassement de la démocratie représentative traditionnelle au sein de la société politique — pour qui donc évidemment « la récupération ou l'éclatement menace sans cesse les organisations qui s'inscrivent dans une démarche localiste et qui ont tendance à évacuer un certain nombre de questions politiques [32] ». Que l'on pense encore aux régionalistes, aux lesbiennes et homosexuels, aux fervents des thérapies psychosociales, aux adeptes du dépassement du couple amoureux, aux militants de l'appropriation urbaine, etc.

Au total, dans le concret des groupes alternatifs les plus divers, toutes ces dimensions mises de l'avant se trouvent à être expérimentées dans une certaine mesure et respectivement. En effet, en plus des priorités consciemment poursuivies, le fonctionnement interne des collectifs échappe de moins en moins aux influences du reste de la mouvance conviviale, ce qui fait qu'à tout moment de son existence, un quelconque groupe alternatif a à se confronter avec une liste impressionnante de *dépassements* :

— le respect de l'altérité dans les relations privilégiées ;
— l'information réciproque ;
— le partage non sexiste des rôles ;
— la participation collective à l'activité du groupe ;
— l'utilisation d'énergies et d'outils efficients sans dégradation de la créativité ;
— le respect de l'altérité dans la sexualité ;
— des pratiques démocratiques prenant en compte les minorités ;
— le respect de l'altérité ethnique, culturelle ;
— la maîtrise du procès des activités ;
— le développement des facultés psi, de l'irrationnel ;
— des prises de positions politiques cohérentes ;
— l'ouverture aux diverses générations ;
— le respect de l'environnement ;
— le développement du potentiel artistique ;
— la personnalisation de l'apprentissage ;
— le déconditionnement psychologique (autoritarisme, possessivité, etc.) ;
— la prise en charge du corps ;
— l'appropriation de l'environnement territorial ;
— etc. [33]



Le rôle de l'alternative

L'alternative aujourd'hui, c'est donc plusieurs dizaines de milliers de personnes dans certains pays, des centaines de révolutions minuscules et quelques mouvements sociaux très dynamiques. Les gens qui veulent ignorer ce phénomène social sont aveugles, et leurs dénégations suspectes quant à la création sociale en cours ici et maintenant : ils lavent rarement la vaisselle, elles souhaitent devenir « chefs » d'entreprise, elles[34] ne brillent pas par leur activité au sein du milieu alternatif — ce qui ne signifie pas pour autant que les critiques et autres réserves ne sont pas parfois justifiées, tout n'étant pas nécessairement rose dans l'expérimentation sociale. Par ailleurs, c'est sans aucun doute avec l'*ensemble* de ce phénomène à l'esprit que l'on devrait regarder le rôle et le développement de l'alternative, faute de quoi on risque fort de discourir à vide ou sectairement...

Les différentes thèses sur ce sujet débordent incidemment la dichotomie présentée initialement (l'alternative comme dynamique corrective ou bien substitutive) — à l'instar de la diversité de la mouvance alternative qui déjoue les catégories traditionnelles — même si elles peuvent d'une certaine façon s'y rattacher. J'en distinguerai à ce moment quatre :

Un nouvel encadrement

La première thèse ne voit dans les différentes expérimentations en marge du système dominant qu'un espace social livré aux mains de la « nouvelle petite-bourgeoisie »,

afin que celle-ci puisse assouvir en partie ses aspirations de classe. De la sorte, elle ne devient plus dangereuse pour les couches dirigeantes du système capitaliste [35]. Mieux : elle permet de renforcer le contrôle, notamment étatique, sur les couches populaires. Comme le soutiennent Jean-Pierre Garnier et Denis Goldschmidt, « bien loin de reculer devant une société civile qui émergerait progressivement du sommeil où sa mise en tutelle l'aurait plongée, l'État ne fait que la pénétrer en douceur — si l'on ose dire — pour accoucher de cette monstruosité : la société civique [36] ». En fin de compte, pour Alain Bihr, se met en place une « néo-social-démocratie », dans laquelle se produit « un dédoublement de l'État entre, d'une part, un centre qui conservera la capacité de déterminer seul les orientations globales de la pratique sociale, et d'autre part, des périphéries civiles et politiques chargées de la gestion (fût-ce sous la forme de l'autogestion) des retombées locales ou régionales des décisions du pouvoir central [37] ».

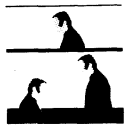
Toute cette analyse, qui ne revient à concevoir l'alternative que comme un nouveau type d'*encadrement* particulièrement subtil de la société civile, n'est pas sans pertinence. Pour s'en convaincre, il suffit de penser, en ce qui concerne le Québec, aux différentes institutions locales mises sur pied par le gouvernement provincial, aux normes et vérifications imposées par les palliers gouvernementaux en échange des subventions tant convoitées, de même qu'à la composition sociale des groupes conviviaux. Toutefois, ces réalités ne permettent pas de conclure aussi catégoriquement. « Peut-on découpler le « local », le « particulier » et le « global », le « stratégique », quand la volonté capillaire des femmes d'en finir avec leur oppression séculaire paralyse la politique familiale et la politique de l'emploi, quand la « volonté de vivre et de décider » à Plogoff entrave la politique énergétique ? », interroge Alain Lipietz, pourtant proche de cette thèse et qui ajoute : « Et quand bien même le capital pourrait s'accommoder du féminisme et de l'écologie, devrait-on écarter ces mouvements (comme « interclassistes ») de la définition du monde que nous voulons ? Ne visent-ils pas, à travers un type de rapports entre les sexes, à travers un type de rapport de l'homme à la nature, la matrice la plus fondamentale de la division du travail et de la lutte entre les classes [38] ? » Les parcelles d'argumentation qui sonnent juste dans cette approche se trouvent en définitive noyées par la position idéologique des promoteurs, qui se raccrochent à des stratégies et des concepts par trop orthodoxes et désuets, s'abritent derrière un tiers-mondisme de bon aloi, se complaisent dans la critique du haut d'une appartenance de classe non au-dessus de tout soupçon.

De l'innovation sociale

Un seconde thèse se dessine au travers des analyses traitant plus ou moins directement de la mouvance alternative. Correspondant à une vision moins désabusée que le précédente, elle met l'accent sur la participation des expérimentateurs sociaux à un rajeunissement de la société, à une nouvelle répartition des rôles entre société civile et État. Cependant, le nouveau consensus social qui point n'est pas réellement le fruit d'un rapport de forces équilibré : c'est encore l'État qui mène le bal et octroie quelques espaces de liberté à la marge, à la périphérie, maintenant que ses préoccupations, de pair avec celles des grandes entreprises, se font toujours plus internationales. Cette thèse a récemment été articulée dans le concept de « société duale », qui reconnaît l'existence de trois catégories sociales — « catégories non encore parfaitement intégrées à la société industrielle, catégories suradaptées, pionniers enfin de la société post-industrielle et des nouveaux modes de vie » — mais qui réduit le tout sachant que « le consensus autour de la compétitivité devra rassembler salariés et dirigeants des entreprises industrielles, la dichotomie s'opérant entre les citoyens travaillant dans les secteurs performants et ceux qui, faute d'aptitude ou surtout de motivation, préféreront l'activité dans des institutions protégées, assistées, ou pionnières (services collectifs, économie informelle, etc [39].) ». À noter que si la socio-économie duale est une approche issue de la pensée de droite, on en retrouve certaines transpositions chez des gens de gauche, lorsque le phénomène associatif par exemple est compris comme partie prenante d'un projet politique global mais comme une sorte de secteur para-public, où la créativité et l'initiative ne sauraient se transformer en contre-pouvoirs [40].

Dans ce genre de thèse, l'alternative apparaît donc comme de l'*innovation sociale* tout au plus, elle a un rôle de revivification du vieux tissu social industriel et capitaliste. C'est un fait que les expérimentations alternatives ont bien du mal encore à se démarquer du système dominant (financement, etc.). Au Québec, où l'État canadien détient surtout une tradition de participation-institutionnalisation et de recherche de consensus, il ne fait pas de doute pour Pierre Hamel et Jean-François Léonard que l'expérimentation sociale dans les organisations populaires n'en est pas encore à générer de véritables élé-

ments de rupture, l'État demeurant le maître-d'oeuvre du réajustement du processus démocratique [41]. Toutefois, reconnaître une importance, mais seulement marginale, à la mouvance conviviale équivaut à en banaliser et folkloriser les dimensions, l'impact. On perd de vue là aussi l'irréductibilité fondamentale des revendications et des pratiques alternatives. Par exemple, que les grandes compagnies pharmaceutiques aient compris par la suite et d'une façon étroite quel marché formidable s'ouvrait grâce à la pilule contraceptive, n'empêche pas que ce sont d'abord les féministes américaines qui ont poussé les chercheurs mâles à étudier le problème [42] et que d'autre part, beaucoup de femmes sont maintenant conscientisées sur la question de la reproduction, résultat que le pouvoir dominant, capitaliste et phallocratique, essaie présentement de grignoter, plus par incompatibilité viscérale que par besoins natalistes. Enfin, on ne peut pas ne pas faire intervenir le fait que cet optimisme limité envers le phénomène de création sociale renvoie par ailleurs à des stratégies d'action sur le social mettant plutôt l'emphase sur des niveaux plus centralisés de la société.



De l'invention sociale

Un autre genre d'analyse sur la nébuleuse alternative entrevoit grâce à celle-ci un vaste renouveau de la société civile, voire un possible dépassement de la société industrielle. On retient dans la sphère conviviale la constitution d'une « économie sociale », d'un tiers-secteur économique à distance des secteurs privés et publics traditionnels, composé de nouvelles entreprises et rassemblant « des individus et des groupes qui, sans nécessairement remettre en cause la logique capitaliste, souhaitent inventer et réaliser des formes sociales de travail et de vie largement différentes du système dominant [43] ». La thèse repose sur le caractère progressiste de tout ce secteur : celui-ci peut insuffler à la société un nouveau rapport au travail. Par ailleurs, on relève dans l'aspect associatif de la mouvance alternative la capacité des citoyens à s'organiser eux-mêmes, à prendre en charge leurs problèmes et leur vie — l'idéal autogestionnaire commençant à s'y concrétiser [44]. Les credos d'un Alain Touraine rejoignent ce genre de thèse, même si de prime abord il met l'accent sur la technocratie des grands appareils lorsqu'il voit se profiler une nouvelle société, « programmée ». En effet, il parle également de société civile et de « société de création », puisqu'il se penche essentiellement sur les nouveaux mouvements sociaux (femmes, écologistes, etc.) et se demande « quelles institutions, probablement plus douces encore que les institutions contractuelles, les nouveaux mouvements sociaux parviendront à créer ». Il voit aussi « dans les différentes formes du travail social autre chose qu'un instrument de contrôle ou de mise en marge de la déviance, l'embryon de nouvelles institutions où l'écoute, le conseil, la création d'un espace autonomme aideront la revendication et la contestation à se renforcer et à se politiser au lieu d'être écrasées par la répression ou détruites par le fidéisme [45] ».

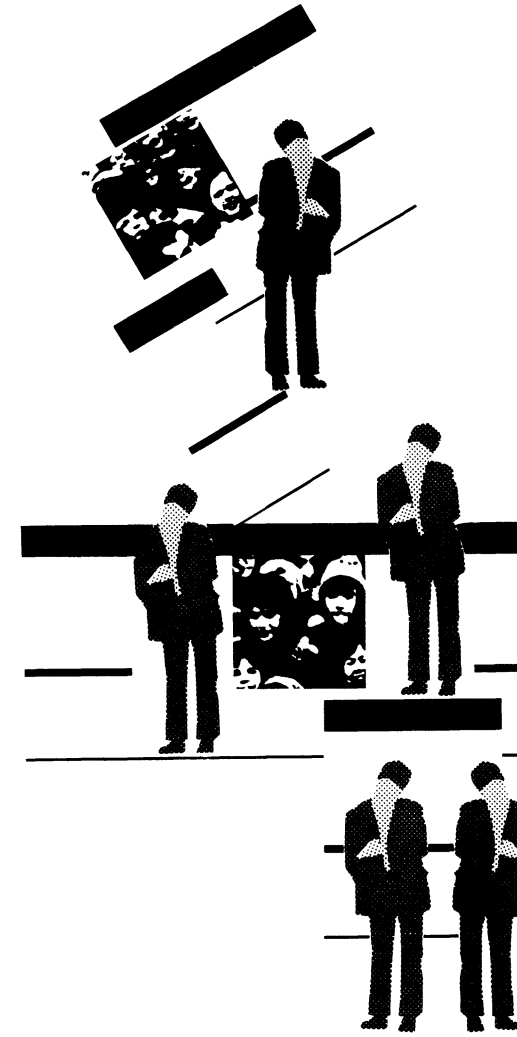
Ainsi, dans cette thèse, l'irréductibilité des revendications et des expérimentations alternatives acquiert un statut positif véritable. Cependant, l'alternative s'arrête à de l'*invention sociale*. Pour Touraine par exemple, « le terme autogestion désigne l'ensemble des actions conflictuelles et collectives par lesquelles ceux qui sont subordonnés à de grandes organisations autoritaires s'efforcent de reprendre le contrôle des ressources sociales monopolisées par ces appareils. Ce qui veut dire que l'autogestion n'est pas un « type de société », qu'il n'y a pas plus de « société autogérée » qu'il n'y a de « société des producteurs », mais que c'est, si vous voulez, au sens très fort du mot « idéologie », le modèle idéologique par lequel sont engagées des luttes d'un type nouveau [46] ». En d'autres termes, l'alternative se présente avant tout comme une opposition qui se construit face à la nouvelle domination de classe qui, en la technocratie, devient hégémonique. Des luttes et des pratiques alternatives peuvent sortir des réformes très importantes, mais cela n'ira pas plus loin qu'une participation conflictuelle à la société post-industrielle, cela ressemblera à l'action syndicale et politique du mouvement ouvrier dans la société industrielle. Mais c'est justement là que réside le paradoxe nodal de toute cette thèse : comment peut-

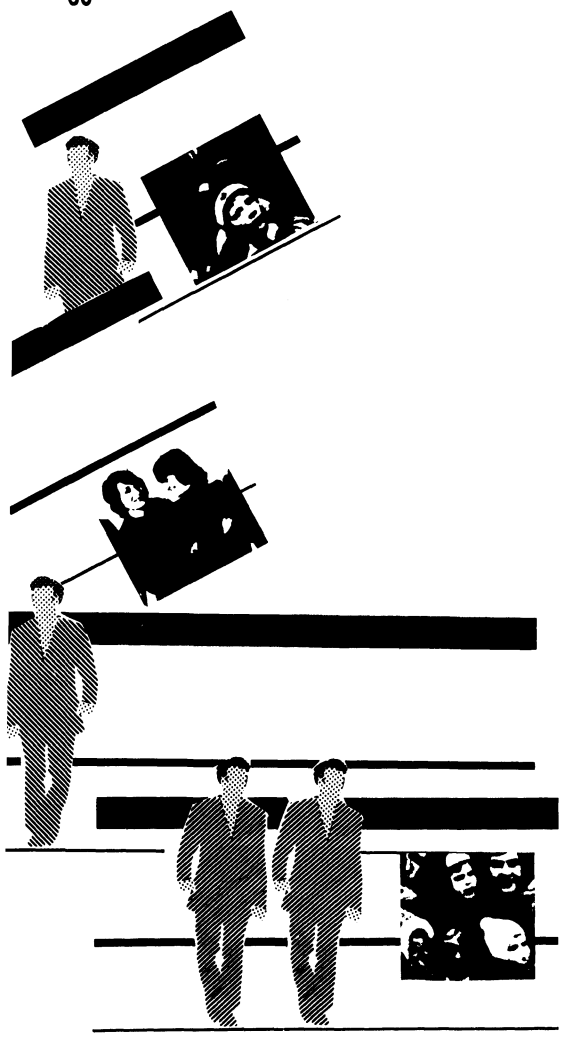
on affirmer d'une part que l'on a affaire à des « pratiques émancipatoires » — c'est-à-dire des conduites qui, ni d'élite ni de masse, manifestent la résistance et la riposte multiformes d'un peuple aux forces qui entravent son plein développement, et portent un nouveau modèle culturel et un mode de connaissance différent — et prétendre d'autre part que ces pratiques ne vont déboucher que sur un simple mouvement social d'opposition et de contestation [47] ? Réciproquement, peut-on dire qu'un mouvement social d'opposition tel le mouvement ouvrier s'est réellement accompagné de pratiques émancipatoires remettant en cause le modèle culturel basé sur la hiérarchie ou le mode de connaissance fondé sur le rationalisme ?

Un mouvement de transition

La dernière thèse décèle la promesse d'un changement sociétal dans les expérimentations et les luttes alternatives actuelles, celles-ci constituant autant de signes précurseurs d'une transformation possible de la société industrielle et capitaliste. Pour aboutir à la société future, il suffit que les pratiques émancipatoires continuent de s'élargir et de se diffuser [48], que l'expérimentation sociale provoque une indigestion de récupération au système en place et débouche sur un nombre toujours plus grand d'institutions favorisant l'autoconstruction de la société [49]. Dans ce scénario, l'État, les grandes entreprises, les partis politiques sont bousculés peu à peu par le mouvement de la société civile décentralisée et fortement conviés à se transformer radicalement. Le tout repose théoriquement sur l'idée qu'une inversion de la société est possible, en particulier au niveau de la technologie et des outils, sachant qu'il ne s'agit pas de régresser vers des formes préindustrielles de vie, mais d'orienter vers la convivialité les nouveaux instruments sociaux.

Dans cette thèse, la nébuleuse alternative génère donc un *mouvement de transition* : « l'âge de l'autogestion » s'approche. L'alternative se présente comme une sorte d'avant-garde substitutive — et non corrective —, elle supporte un projet de société qui doit tôt ou tard convertir les formations sociales modernes. Si cette thèse s'avère comme la plus optimiste, relevant les apports non négligeables de l'alternative, elle pèche malheureusement par certains manques de réalisme et d'analyse. Ainsi en est-il de la question de l'inversion technologique, de la généralisation des pratiques émancipatoires à toutes les sphères de la société, par rapport à l'incontournable noeud hétéronome de toute société complexe [50]. Plus prosaïquement, même si la nébuleuse des alternatifs commence à se ré-agiter quelque peu ces derniers temps, il est loin d'être acquis que les plus institutionalisés d'entre eux comme la branche « nouvelle entreprise » se secouent et avancent davantage dans le changement, ce qui permettrait de passer à un stade supérieur dans le déploiement de l'alternative. De surcroît, en supposant qu'elle parvienne quand même à se développer malgré la conjoncture économique et sociale particulièrement difficile de nos jours, l'alternative aurait à un moment donné à se confronter directement avec l'État et les grandes forces dominantes, et il n'est pas sûr que tout ce beau monde se laisse alors subvertir, même sous la pression de nouveaux partis politiques à l'écoute des mouvements sociaux. Pierre Rosanvallon en arrive d'ailleurs à proposer un certain nombre de compromis « post-social-démocrates » très significatifs... [51]





Un nouvel élan ?

Courroie d'intégration sociale, rôle d'innovation sociale, phénomène d'invention sociale, prémices d'un changement sociétal : toutes ces thèses sur la mouvance alternative possèdent indéniablement des aspects qui forcent la considération, mais leur analyse montre qu'aucune ne peut emporter définitivement l'adhésion du fait de certaines faiblesses respectives. Peut-être en vérité est-il encore trop tôt à l'aune du temps historique pour déjà pouvoir formuler des thèses bien tranchées à propos du phénomène alternatif ?

Quoi qu'il en soit, la conclusion à l'heure actuelle est que l'on ne sait pas trop où l'on s'en va avec l'alternative — à moins de penser avec Huber que le mouvement alternatif se meurt [52], ce qui rend la problématique superflue...

Ce qu'il n'est toutefois pas possible de passer sous silence, c'est l'hypothèse que, si les propositions d'André Gorz sur la « société dualiste » — et non plus « duale » — étaient reprises par les protagonistes de l'alternative, peut-être en saurions-nous davantage quant au rôle et à l'avenir de celle-ci. Pour Gorz en effet [53], « l'alternative au système n'est ni le retour à l'économie domestique et à l'autarcie villageoise, ni la socialisation intégrale et planifiée de toutes les activités : elle consiste, au contraire, à réduire au minimum en la vie de chacun ce qui doit être fait nécessairement, que cela nous plaise ou non, et d'étendre au maximum les activités autonomes, collectives et/ou individuelles, ayant leur fin en elles-mêmes ». En particulier, il s'agit de distinguer dans la quotidienneté le temps de l'activité autonome du temps du travail social hétéronome, salarié, d'intérêt général, ne durant pas longtemps et n'exigeant pas un investissement personnel intense. En d'autres termes, Gorz envisage que chaque personne alterne à temps choisi entre un travail éventuellement rébarbatif mais source de revenus et socialement nécessaire, et d'autres activités, non marchandes, autonomes, autogérées. De cette façon, pour paraphraser Marx, le règne de la liberté pourra s'édifier sur le règne de la nécessité.

Si l'on transpose cette idée fondamentale du « dualisme temporel [54] » à l'alternative qui s'expérimente, on obtient *un temps de création sociale qui se situe en dehors de la sphère du travail rémunéré*. L'alternative se présente alors comme les pratiques et les revendications de collectifs au sein desquels chaque individu s'implique « volontairement », « bénévolement », sans rechercher à transformer son activité en emploi. À côté d'une telle implication, qui peut s'inscrire dans plusieurs groupes, l'individu vit les divers moments de sa quotidienneté, dont un travail socialement déterminé occupant une place marginale, et d'autres activités autonomes plus ou moins individuelles. Ainsi, par rapport aux différents secteurs de la vie quotidienne catégorisés plus haut, on s'aperçoit que celui du « travail » est mis en sourdine, sans pour autant que disparaisse nécessairement ce que produisent les groupes conviviaux correspondants — ce qui renvoie à l'expression de plus en plus à la mode du « travail sans emploi ». Par ailleurs, un tel point de vue implique d'ajouter au moins deux dimensions nouvelles à l'expérimentation alternative : *le dépassement de la valeur argent*, *le dépassement de la valeur travail* — au sens traditionnel.

L'apport primordial du dualisme temporel — mieux : du *temps alternatif dans une quotidienneté plurielle* — consiste dans le fait que l'on sort des thèses sur l'alternative passées en revue auparavant. Tout d'abord, l'autonomie qui se développe au travers de l'expérimentation sociale a alors un caractère totalement irré-

ductible, puisqu'il n'y a presque plus de jobs à perdre dans l'aventure. Ensuite, contrairement aux réserves moqueuses des détracteurs à propos des « nids » alternatifs à l'ombre des multinationales toutes-puissantes, l'alternative apparaît enfin pouvoir devenir une réelle force instituante vis-à-vis de l'État et des grands appareils : « les possibilités d'épanouissement personnel, de créativité et d'activité communautaire qu'offre le secteur autonome, rendront les individus réfractaires à la division hiérarchique du travail comme d'ailleurs aux productions d'utilité douteuse », explique encore Gorz. La sphère de l'autonomie animée par la mouvance alternative vient en effet transpirer dans la sphère du travail, de l'économie, de la planification, de l'hétéronomie. Entre autres, peut en naître un renouveau du syndicalisme, un syndicalisme fluide mais efficace. Sans compter qu'une telle approche signifie une réduction du temps de travail, un partage de l'emploi, une diminution du chômage véritablement possibles puisque, les besoins devenant différents, une baisse des salaires concomitante ne prend plus l'allure de sacrifices.

Même si — logiquement — elle obtient difficilement droit de cité auprès de la famille des nouveaux entrepreneurs et fonctionnaires, toute cette perspective n'est absolument pas illusoire. Déjà, certaines expériences s'y rattachent, à partir d'un volontariat sans concession de tous les participants [55]. Par ailleurs, tandis que le réveil des jeunes commence à se faire sentir et sera accentué par « l'Année internationale de la jeunesse » en 1985, il est important de noter que beaucoup d'entre eux ont envie de travailler moins pour faire d'autres choses dans leur vie, et que quelques-uns parmi les plus actifs commencent à dissocier leurs projets de la question de l'emploi [56]. Enfin, les experts s'accordent tous dans leurs projections sur un développement majeur du travail à temps partiel dans les prochaines années — certaines allant même jusqu'à préconiser une prime pour les volontaires de cette formule [57].

En définitive, rien ne prouve que le nouveau souffle actuel autour des jeunes et des pacifistes va perdurer. Rien ne dit non plus que ce souffle empruntera le voie dualiste. Il n'y a peut-être là qu'un tournant à saisir.

Éric Alsène *

* Membre de la Galerie d'idées Dialyse (Montréal).

NOTES

1 Cf. le numéro : « Mouvements alternatifs et cogestions en Allemagne Fédérale », *Autogestions*, n° 2-3, Toulouse, 1980.

2 Huber, Joseph, « La fin de l'arc-en-ciel », *Autogestions*, n° 8-9, Toulouse, 1982, p. 147-158.

3 Cf. Rochon, Gaétan, *Politique et contre-culture*, Hurtubise HMH, Montréal, 1979, p. 17.

4 Cf. Lagüe, Jean-Guy, « Un pas en avant, deux (trois ?) pas en arrière ! » *Le Temps Fou*, n° 5, Montréal, 1979, p. 44-49.

5 Vallières, Pierre, « Vers un Québec post-nationaliste ? » et Racine, Luc, « Contre-culture et crise écologique : de Woodstock à Three Miles Island », in Proulx, Serge et Vallières, Pierre (Ed.), *Changer de société*, Québec/Amérique, Montréal, 1982, p. 50 et 122.

6 Proulx, Serge, « Générations politiques, contre-cultures et nouveaux mouvements sociaux », in Proulx, Serge et Vallières, Pierre, *op. cit.*, p. 60.

7 Cf. Léonard, Jean-François et Hamel, Pierre, « Les groupes populaires dans la dynamique socio-politique québécoise », *Politique Aujourd'hui*, n° 7-8, Paris, 1978, p. 155-164. Aussi McGraw, Donald, *Le développement des groupes populaires à Montréal (1963-1973)*, Albert St-Martin, Montréal, 1978.

8 Cf. Le Collectif Clio, *L'histoire des femmes au Québec*, Quinze, Montréal, 1982. Aussi Centre de formation populaire, *Le mouvement des femmes au Québec*, Montréal, 1981.

9 Cf. Nothias, Jean-Christophe, « Les enfants de la bande à Baader », *Actuel*, n° 39, Paris, 1983, p. 84-88.

10 Schneider, Daniel, « Les intellectuels derrière le comptoir », *Le Monde Dimanche*, Paris, 12 octobre 1980, p.IV et V.

11 La « nouvelle entreprise » ici a une définition différente de celle introduite par Huber. Cf. plus loin.

[12] Proulx, Serge, *op. cit.*, p. 62.

[13] Cf. Léonard, Jean-François et Hamel, Pierre, *op. cit.*, ainsi que McGraw, Donald, *op. cit.*

[14] *Cf. Lagüe, Jean-Guy, op. cit.*

[15] Cf. Racine, Luc., *op. cit.*, et Rochon, Gaétan, *op. cit.*

[16] Cf. Godbout, Jacques et Collin, Jean-Pierre, *Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?*, INRS-Urbanisation, Montréal, 1977.

[17] Cf. Le Collectif Clio, *op. cit.*, ainsi que Centre de formation populaire, *op. cit.*

[18] Cf. Vaillancourt, Jean-Guy, « Le mouvement écologiste québécois des années '80 », *in* Proulx, Serge et Vallières, Pierre, *op. cit.*

[19] Cf. *Hors d'Ordre*, le « journal de la jeunesse québécoise », ayant commencé à paraître en décembre 1982.

[20] Cf. Institut canadien d'éducation des adultes, *La continuité dans les organisations populaires*, Montréal, 1982.

[21] Cf. le numéro : « Dix heures par jour...(avec passion) », *Autrement*, n° 34, Paris, 1981.

[22] Ce qui ne va donc pas jusqu'à la thèse de Marcel Rioux, qui fait un rapprochement entre la « culture populaire » et la « nouvelle culture » (Rioux, Marcel, « Remarques sur les pratiques émancipatoires dans les sociétés industrielles en crise », in Dupuis, Jean-Pierre et al., *Les pratiques émancipatoires en milieu populaire*, Institut québécois de recherche sur la culture, Montréal, 1982, p. 45-78).

[23] Cf. Vennat, Pierre, J.G., « L'ouvrier-patron des années 80 », *Possibles*, vol. 4, n° 3-4, Montréal, p. 33-56.

[24] Maier, Hans E., « Les nouveaux entrepreneurs en R.F.A. », *Futuribles*, n° 49, Paris, 1981, p. 54-56.

[25] Huber, Joseph, *op. cit.*, p. 148.

[26] Raboy, Marc, « Profession : militant-e », *Le Temps Fou*, n° 16, Montréal, 1981, p. 24.

[27] Cf. Ferguson, Marilyn, *Les enfants du Verseau*, Calmann-Lévy, Paris, 1981.

[28] Cf. Racine, Luc, *op. cit.*

[29] Saint-Jean, Armande, « De la contre-culture au féminisme », *in* Proulx, Serge et Vallières, Pierre, *op. cit.*, p. 87.

[30] Si le féminisme a des origines au XIXe siècle, d'autres mouvements également (droits et libertés, pacifisme, etc.) ; quant à la vague actuelle du féminisme, elle est originale au même titre que d'autres mouvements, dans la mesure où l'appartenance sociale des militant-es, la conception de la vie émanant des revendications, etc., sont communément radicalement nouvelles. Par ailleurs, il n'est pas sûr que les pratiques féministes soient toujours si paradisiaques, même si elles sont remarquables, comme le montrent certains bilans lucides (cf. Des luttes et des rires de femmes, *Sans fleurs ni couronnes*, Montréal, 1982).

[31] Le féminisme lesbien séparatiste n'est-il pas en train de devenir la nouvelle « ligne juste » ?

[32] Hamel, Pierre et Léonard, Jean-François, *Les organisations populaires, l'État et la démocratie*, Nouvelle Optique, Montréal, 1981, p. 198.

[33] Cf. par ailleurs un tableau général des ruptures sociales en cours dans le texte de Marcel Rioux déjà cité.

[34] Pronom bisexuel forgé par une des membres de la Galerie d'idées Dialyse.

[35] Cf. Garnier, Jean-Pierre et Goldschmidt, Denis, *La comédie urbaine*, François Maspéro, Paris, 1978.

[36] Garnier, Jean-Pierre et Goldschmidt, Denis, « L'État, c'est vous ! », *Le Monde Diplomatique*, Paris, février 1979, p. 28.

[37] Bihr, Alain, « L'inavouable compromis », *Le Monde Diplomatique*, Paris, janvier 1980, p. 32.

[38] Lipietz, Alain, « L'absurde polarisation », *Le Monde Diplomatique*, Paris, novembre 1980, p. 40.

[39] Amado, J. et Stoffaes, C., « Vers une socio-économie duale ? », in Commissariat général du Plan, *La société française et la technologie*, La Documentation Française, Paris, 1980, p. 138 et 140.

[40] Cf. Agnès, Yves, « Service public ou convivialité », *Le Monde*, Paris, 18-19 octobre 1981, p. 16.

[41] Hamel, Pierre et Léonard, Jean-François, *op. cit.*

[42] Cf. Mamou, Yves, « Malaise chez les « nouveaux hommes » », *Le Monde Dimanche*, Paris, 14 septembre 1980, p.VII.

[43] Chancel, Jules et Tixier, Pierre-Eric, « La nouvelle entreprise, une aventure « moderne et intéressante » », *Autrement*, n° 34, Paris, 1981, p. 20.

[44] Cf. Agnès, Yves, *op. cit.*

[45] Touraine, Alain, *La voix et le regard*, Seuil, Paris, 1978, p. 37.

[46] Touraine, Alain (Intervention), « La transition vers l'autogestion dans les pays industriels avancés », *Autogestion et Socialisme*, n° 41-42, Paris, 1978, p. 141.

[47] Cf. Gagnon, Gabriel, « Les pratiques émancipatoires collectives en milieu populaire québécois », in Dupuis, Jean-Pierre et al., *op. cit.*, p. 123-145.

[48] Cf. Rioux, Marcel, *op. cit.*

[49] Cf. Rosanvallon, Pierre, *L'âge de l'autogestion*, Seuil, Paris, 1976.

[50] Cf. Alsène, Eric, « Expérimentation autogestionnaire et société dualiste », *Possibles*, vol. 6, n° 3-4, Montréal, 1982, p. 171-196.

[51] Rosanvallon, Pierre, *La crise de l'État-providence*, Seuil, Paris, 1981.

[52] Huber, Joseph, *op. cit.*

[53] Gorz, André, « Adieux au prolétariat, Galilée, Paris, 1980.

[54] Schiray, Michel, « D'un dualisme à l'autre », *Autogestions*, n° 8-9, Toulouse, 1982, p. 35-39.

[55] Comme la coopérative d'aliments naturels « G'sundheit » en Alsace (cf. Romon, Philippe, « À votre santé ! », *Le Monde Dimanche*, Paris, 16 novembre 1980, p.VI), ou la Galerie d'idées Dialyse à Montréal.

[56] Cf. Le débat sur la jeunesse qui a eu lieu au cours de l'émission « Droit de parole » (Radio-Québec) à l'automne 1982.

[57] Cf. Albert, Michel, *Le pari français*, Seuil, Paris, 1982.